

La Revue Canadienne publie un Album litté- raire et musical, paraissant tous les mois, par li- vrations de 32 pages de matières littéraires et d'articles de musique. Les douze livraisons de l'année contiennent matière de 10 volumes ordinaires.

ON S'ABONNE :

À Montréal, AUX BUREAUX No. 15, RUE ST-VINCENT.

À Québec, CHEZ M. F. X. JULIEN, MAISON DE LA CORPORATION.

La Revue Canadienne,

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL, ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LETOURNEUX, RÉDACTEUR EN CHEF.

Education.

Industrie

Progrès.

PARAISSANT LES Mardi et Vendredi

CONDITIONS D'ABONNEMENT. (Payable d'avance.)

Abonnement au Journal semi-hebdomadaire seul.	21
Abonnement à l'Album Mensuel, Littéraire et Musical, seul.	21
Aux deux publications réunies.	41
Tout instituteur abonné et payant l'année entière, moitié prix quel-dessus.	
FRUX DES ANNONCES.	
Six lignes et au-dessous, première insertion.	5c. 64
Dix lignes et au-dessous, première insertion.	3c. 64
Au-dessus par lignes.	
Toutes insertions subséquentes, le quart du prix. (Affranchir les lettres.)	

LES MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Nous continuons de publier, en attendant que nous donnions leurs biographies plus complètes, quelques détails sommaires sur les membres du gouvernement provisoire et les principaux fonctionnaires de la République.

M. Garnier-Pagès, membre du gouvernement provisoire, d'abord maire de Paris, aujourd'hui ministre des finances. « Fais le nom, je ferai la fortune, » avait dit M. Garnier-Pagès à son frère, celui que la mort a enlevé si jeune et si populaire déjà. Il a tenu plus que parole, car il a fait la fortune et il a continué le nom.

Il faut lire la notice touchante dans laquelle, peu après la mort de Garnier-Pagès l'aîné, E. Duclercq, l'ami des deux frères, rédacteur du National, et aujourd'hui sous-secrétaire d'état au ministère des finances racontait les premières années, l'adolescence rude, laborieuse, honnête, et le mutuel dévouement de ces deux jeunes gens, que n'ont point épargnés l'adversité ni la misère.

« Après la mort de leur digne mère, les deux frères, dont l'un avait vingt-trois ans, l'autre vingt et un, se jurèrent de ne jamais se quitter, de travailler en commun et de partager également dans l'avenir toutes les faveurs comme tous les revers de la fortune. Association touchante et vraiment admirable, qui sera l'éternel honneur de cette admirable famille, et qui doit être citée en exemple par tous les pères à leur enfants. »

Ni l'un ni l'autre n'a manqué un seul jour à cet engagement. Durant seize années consécutives, jusqu'à la mort de Garnier-Pagès l'aîné, cette association volontaire a duré. L'un, celui qui n'est plus, se lança au barreau, puis dans la carrière politique, où son nom a jeté un si brillante éclat. L'autre, celui qui suivit, se voua modestement à travailler pour deux : à l'aide d'une cotisation de quelques amis, il acheta une charge de courtier de commerce, pourvu par son intelligence et son activité aux besoins de toute sa famille, et sans se départir un seul instant du rôle si plein d'abnégation qu'il avait accepté, tout en restant personnellement dans l'ombre, il assista son frère de tout le précieux concours de son expérience pratique et de ses études personnelles sur les questions d'affaires et de finances que celui-ci, le pays n'en souvenant encore, traita à la tribune avec une supériorité si grande.

Lorsque mourut cet homme de talent et de cœur, il fallut que Garnier-Pagès jeune prit sa place, et se présentât comme les héros des imitations de la *Marsillaise* :

Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus.

Il entra à la chambre, révéla promptement sa grande valeur personnelle, et se montra de tout point le digne successeur de son frère. Pour la première fois peut-être on vit surgir en sa personne l'hérédité collatérale du talent, de l'énergie et des principes.

Sa vie politique est connue. Il fut l'un des agents et l'un des promoteurs les plus actifs, les plus habiles et même les plus éloquents de l'agitation pacifique de 1847. Il fut du petit nombre des députés qui opinèrent pour que l'opposition se renît au banquet malgré l'interdiction du ministère. Sous sa frêle enveloppe se cachent une organisation puissante, une fermeté à toute épreuve.

De telles qualités, qui se joignent chez lui à un ardent patriotisme, au désintéressement le plus pur, suffirent, et au-delà, à justifier sa grande popularité actuelle, et font de lui un homme antique. M. Garnier-Pagès est foncièrement bon. Tel la famille l'a connu, tel le pays le trouvera. Le foyer de son dévouement s'est agrandi sans perdre rien de son intensité première. Si nous voulions le faire connaître par des traits nous n'aurions que l'embaras du choix. Dernièrement, un solliciteur avide lui demandait la place d'un homme qui l'a violemment attaqué, presque injurié, dans un récent débat public.—Je vous remercie, lui répondit avec simplicité M. Garnier-Pagès ; vous me donnez une bonne idée. Je ne songeais guère, au milieu des préoccupations actuelles, à ce pauvre X... ; je vais faire mon possible pour qu'il reste en place. »

M. Garnier-Pagès, qu'une longue habitude des affaires a rompu aux questions de finances, a accepté la rude et haute mission de conjurer, par ses efforts, les orages de tout genre qui menacent la fortune publique et privée. Nous avons non-seulement l'espoir, mais la pensée qu'il est au niveau de sa tâche. Déjà, lundi dernier, l'annonce des mesures qu'il se propose d'adopter et son langage résolu ont produit le meilleur effet sur une assemblée financière réunie près de lui pour lui faire connaître les vœux, les besoins, la détresse de l'industrie et du commerce. S'il peut faire partager à l'argent la confiance que tous les citoyens placent déjà en lui, la situation est sauvée !

M. ARMAND MARRAST.

M. Armand Marrast se destina d'abord à l'enseignement. Il professa, avec MM. Germain Sarrut et Bascans, que plus tard il devait retrouver dans la carrière politique, au collège séminaire de Pont-le-Voy (Loir-et-Cher), dont il était, je crois, élève. Mais bientôt, quittant

l'instruction publique, il vint, dans les dernières années de la restauration, essayer à Paris cette plume qui, par la suite, devait percer de traits si acérés et si cruels la dernière monarchie.

Le trop plein de vie et de passion débordait alors dans Paris, sous le ministère Martignac, en querelles philosophiques, et il s'était formé deux camps, donc l'un pour l'école éclectique incarnée en M. Cousin, et l'autre pour l'école réaliste, représentée en la personne de M. Lamouignière. M. Marrast prit fait et cause pour cette dernière, et attaqua le *cousinisme* dans une suite de brochures où se révélaient déjà une singulière verve, une raillerie fine, mais qui, appréciées des connaisseurs, ne purent tirer toutefois le jeune auteur de la profonde obscurité où il devait vivre jusqu'au début de la royauté de juillet.

Après les barricades de 1830, l'ancien élève et professeur de Pont-le-Voy, promptement déçu dans ses espérances, et abandonnant sans retour la cohorte des *satisfaites*, plus nombreux alors que depuis, se jeta dans les voies extrêmes, contribua à fonder la *Tribune*, et s'acquitta le renom d'une violence qui n'est pas dans son caractère.

La partie n'était pas égale. Après plusieurs années d'une lutte opiniâtre, la *Tribune* succomba sous les coups redoublés du pouvoir, et M. Marrast, objet particulier des rigueurs du parquet, dut momentanément passer en Angleterre, d'où il adressa au *National* une correspondance justement remarquée sur les affaires britanniques.

A sa rentrée en France, il prit une part active à la rédaction de ce même journal, naguère encore persécuté, aujourd'hui l'allié du pouvoir. La direction ne tarda pas à lui en offrir par le droit incontestable du talent, et c'est là que se sont épanouies et ont jeté tout leur éclat, après un labeur de vingt ans, les brillantes qualités de logique et de style qui distinguent cet écrivain. M. Armand Marrast est, avant tout, un homme d'esprit et de forme. Depuis Armand Carrel, c'est le plus grand talent qu'ait produit la presse périodique. Bien que la nature et le fond de sa polémique semblassent le rendre à jamais un homme impossible, ses articles, facilement reconnaissables à une touche magistrale à une qualité toute française, l'ironie, merveilleusement servie toujours par un grand bonheur d'expression (est-ce bien bonheur qu'il faut dire ?) ; ses articles, dis-je, faisaient autorité non-seulement dans le journalisme, mais aux chambres. Ici et là, ils obtenaient toujours du moins un succès de rire et d'excellente comédie. Nous ne sommes pas suspect de flatterie envers lui. Notre opinion est celle que nous exprimions dans les lignes suivantes et dans ce recueil même, il y a quelques semaines, c'est-à-dire un siècle, et à l'époque où certes M. Armand Marrast avait peu de chances de prendre une part personnelle au gouvernement du pays.

« Voulez-vous savoir quelle peut être en politique la magie de l'animation et du style ? Parcourez les couloirs du palais Bourbon, la salle des conférences et la bibliothèque ; voyez sur quel journal se porte l'attention de MM. les honorables, quel article passe de main en main, quel compte rendu de leurs séances est toujours dévoré, commenté et détraîné les causeries de l'avant-scène : c'est le premier-Paris d'une feuille radicale ; c'est l'œuvre colorée et brillante d'un homme qui ne tient à aucun parti, si ce n'est peut-être à une fraction imperceptible de la Chambre, et par conséquent ne flatte aucune passion, ne sert aucune des tactiques ni des stratégies familières aux premiers sujets de l'endrois. On le lit néanmoins, et son succès est grand ; tel est parmi nous le prestige du talent de forme et de l'esprit. Sur cette esquisse, il n'est personne qui n'ait déjà nommé M. Armand Marrast. » (*Étude sur le Journalisme.*)

M. Armand Marrast, en confiant l'intérim de la rédaction en chef du *National* à M. Léopold Duras, son digne lieutenant, lui fait connaître qu'il aspire de tous ses vœux à reprendre au plus tôt la direction de cette feuille où s'est mûri son talent si ferme et si vif.

Nous comprenons cette impatience : il n'est pas de pouvoir ni de haute position qui puissent à nos yeux compenser l'exercice de facultés supérieures ; on abdique la royauté temporelle, mais non pas celle de l'écrivain et de l'artiste, la seule possible aujourd'hui.

M. LOUIS BLANC.

M. Louis Blanc, auteur de *l'Histoire de dix ans*, du livre de *l'Organisation du travail* et d'un commencement d'*Histoire de la Révolution*, ancien rédacteur en chef du *Bon Sens* et de *Revue du Progrès*, a eu tout à la fois le bonheur et le singulier mérite d'atteindre à une grande réputation, à l'âge où la plupart des hommes tracent encore un dur sillon et cherchent obscurément leur voie. Cette exception est amplement justifiée par un talent sérieux et élevé, toujours littéraire dans la haute acception du mot, qui n'a que faire des louanges parfois exagérées de l'esprit de parti. M. Louis Blanc est né à Madrid d'une mère Corse, et le sang méridional que le sein maternel a jeté dans ses veines contribua aussi à expliquer son étonnante précocité. Il est homme de style, comme M. Marrast. Il parle bien, avec chaleur. Son ail

est ardent, sa voix douce et sa figure juvénile. Il est de très-petite taille, et cette circonstance, loin de diminuer l'autorité de sa voix, la sert plutôt qu'elle ne l'affaiblit. Elle appelle sur lui l'intérêt de la foule qui le traite en enfant chéri, et maintes fois déjà lui a fait de ses bras robustes un *hustings*, afin qu'il pût parler au peuple.

M. Louis Blanc a accepté, avec M. Albert, autre membre du gouvernement provisoire, la mission de présider au Luxembourg un congrès mixte de travailleurs, ouvriers et maîtres, chargé de préparer les bases de la solution du grand problème actuel, *l'Organisation du travail*. C'est un bien lourd fardeau qu'il a assumé là : c'est le poids presque entier de la situation qu'on a placé ainsi sur ses jeunes épaules. Les porteront-elles ? nous l'espérons. Dans tous les cas, on peut tenir pour certain qu'il ne lui manquera, pour accomplir sa tâche, ni les fortes études, ni le patriotisme, ni l'honnêteté, ni l'ardent désir d'améliorer le sort des masses.

M. F. Flocon, autre membre secrétaire du gouvernement provisoire et sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, est, bien que jeune encore, un vétéran de la presse et des doctrines républicaines. Des 1820, il était attaché à la rédaction du *Courrier Français*, d'abord comme sténographe, puis comme publiciste. Il fit profession de foi républicaine dès les trois journées de juillet. Resté fidèle à ses principes, il fut impliqué dans quelques-uns des procès politiques de la monarchie du 9 août, et notamment celui d'avril ; subit plusieurs condamnations, et prit part à la rédaction du *National* jusqu'à l'époque où, le parti républicain faisant scission, il quitta les bureaux de la rue Lepelletier pour aller rue Jean-Jacques-Rousseau planter, avec M. Ledru-Rollin, la bannière plus radicale et plus tranchée de *la Réforme*, dont il fut rédacteur en chef. C'est là que le destin l'a pris le mois dernier pour le porter sans transition au gouvernement du pays et faire de lui un homme puissant. M. Ferdinand Flocon est le fils du directeur des lignes télégraphiques, et ses opinions républicaines ont souvent mis son père en danger de perdre sa place : ce dernier n'a dû sans doute de s'y maintenir qu'à ses longs services et à une grande capacité spéciale, la meilleure de toutes les espèces, même sous les pouvoirs corrompus. M. Ferdinand Flocon est un homme résolu et qui n'a jamais varié. Nous ne l'avons pas eue assez pour le juger comme publiciste : comme homme politique, on le verra à l'œuvre.

M. Albert, quatrième membre secrétaire du gouvernement provisoire, représente, dans le sein des conseils du pays, l'ouvrier et le travailleur. On ne peut qu'applaudir à cette pensée et au choix qui l'a réalisé. Les gens qui approchent M. Albert s'accordent à faire l'éloge de sa capacité réelle, de son esprit conciliant et de sa haute probité. C'est un ancien mécanicien-moteur ; il a été longtemps ouvrier ; il est maître, et l'on assure qu'il doit une fortune honorable à son persévérant travail. D'abord tout entier à son état, ainsi que le doit un brave ouvrier, il a pu prendre ensuite une part d'influence sur les affaires du pays. Celle qu'il exerce sur les classes laborieuses est, dit-on, fort grande. Il a été impliqué dans les procès d'avril. Il était membre du conseil des prud'hommes lorsqu'est arrivée la chute de la monarchie. Il prenait part en même temps à la rédaction de l'une des feuilles qui s'occupaient spécialement d'améliorer le sort du peuple, de l'un de ces journaux d'ouvriers dont nous parlions il y a quelque temps. Dans les épineuses discussions auxquelles donne lieu le problème si ardu proposé aux membres de la commission du Luxembourg dont il est vice-président, il apportera les lumières d'un esprit droit et consciencieux et des connaissances pratiques.

Nous reviendrons sur cette question d'organisation du travail, et nous examinerons plus à fond ce qu'elle n, non d'insoluble nous l'espérons, mais de prématuré peut-être dans les circonstances actuelles.

M. Guinard est le digne chef d'état-major de M. Courtais, nouveau commandant supérieur de la garde nationale. Voilà un homme dont l'aspect seul ferait aimer la république. Sa magnifique prestance et sa belle figure imposent au peuple dont il est adoré, en même temps que ses manières, pleines de courtoisie et d'affabilité, lui attireraient les suffrages et lui vaudraient les sympathies des aristocrates les plus raffinés et les plus rigides. Ce ne sont pas des hommes comme M. Guinard qui nous rendront la carmagnole. Indépendant par sa naissance et sa fortune, très-distingué par ses études et d'éducation, ce citoyen, d'une loyauté et d'une droiture inflexibles, n'a jamais été ni dans sa carrière politique que par l'amour du bien public et la sincérité de ses convictions. Ses tendances républicaines remontent aux ardeurs de sa première jeunesse, et il combat depuis trente ans pour les principes d'égalité que nous venons de conquérir. Ce n'est pas un homme de presse, il n'a pas voulu l'être, et il a préféré un autre rôle ; il a constamment payé de sa personne et de sa bourse. Héros de 1830, il fut incorporé dans cette républicaine artillerie de la garde nationale que l'ex-monarchie se hâta de dissoudre. Son nom, bien connu de la nation, a retenti dans une grande partie des procès politiques qui se

sont succédés depuis 1830. Condamné plusieurs fois, il a eu à subir l'emprisonnement et l'exil, qui l'ont toujours rendu, sinon plus pur, ce qui était impossible, mais plus dévoué à la cause patriotique, dont il lui est donné de voir aujourd'hui l'éclatant triomphe.

F. M.

NOTRE EXTRA DE SAMEDI.

Nouvelles importantes d'Europe. ARRIVÉE DU STEAMER SARAH SANDS ONZE JOURS PLUS TARD D'ANGLETERRE.

Les Révolutions continuent—Bruits de trouble en Irlande—Le Danemark se prépare à la guerre—troupes russes marchant vers la Prusse Alliance supposée entre la France et la Prusse contre la Russie.

Le Télégraphe électrique de Troy nous a donné hier soir quelques items des nouvelles apportées par le *Sarah Sands* arrivé hier à New-York. Nous nous empressons de les transmettre à nos lecteurs, en l'état décousu où elles sont.

L'aspect de l'Europe est de plus en plus menaçant. La plus grande agitation règne en France. Un corps de troupes françaises est entré en Belgique pour déclarer la République, mais il a été reçu et dispersé à coup de canon avec une perte de 400 hommes. Les Danois se préparent à la guerre. Stockholm et Venise vont se déclarer Républiques. La Russie a envoyé de grands corps d'armée près d'Odessa et la Turquie. L'Allemagne est en commotion, s'est déclaré en République le 21 mars, mais tout le pays n'est pas d'accord.

Les élections en France sont remises au 23 avril. La Convention s'assemble le 4 mai. Toutes les banques Françaises ont suspendu leurs paiements par ordre du gouvernement provisoire. Les ouvriers de Lyon et de plusieurs autres villes se sont révoltés et emparés des arsenaux. La *Presse* de Paris s'est déclaré contre le gouvernement provisoire.

On parle de troubles en Irlande ; les clubs s'arment et se disciplinent. Un régiment de carabiniers est complètement armé. Des hommes portent l'uniforme dans les rues de Dublin. On suppose généralement que la France va s'unir à la Prusse contre la Russie.

La Sardaigne a repoussé les troupes autrichiennes. Des gouvernements provisoires sont établis à Venise et à Milan. Le gouvernement français est accusé de préparer des expéditions en Pologne et en Belgique. Paris est en grande fermentation. Des bandes d'hommes parcourent les rues. A Milan on lève des troupes pour battre les Autrichiens. L'armée Autrichienne a retrahié jusqu'à Lodi-Mantoue est tombée entre leurs mains. Un général Autrichien fait prisonnier, Vérone proclamé République.

Le gouvernement Français a fait sortir une proclamation. Le peuple et l'armée tentent de maintenir l'ordre.

2^d RAPPORT TÉLÉGRAPHIQUE.

L'abdication du Roi de Prusse n'est pas confirmée.—La République n'est pas non plus établie.—Le Roi a fait de grandes concessions, il a reconnu l'expédition d'unir tous les états de l'Allemagne dans une grande confédération ; il a donné son consentement à la création d'un Parlement, consistant en deux chambres comme en Angleterre, sur la base représentative la plus large.

On dit qu'il y a toutes les raisons de croire que l'Autriche et la Prusse vont rétablir les provinces Polonoises. La nouvelle de l'arrivée de grands corps de troupes sur la frontière de la Pologne est confirmée.

Les Cosaques ont commencé leurs excursions —France. La commission de Louis Blanc a établi un système d'industrie nationale, ouvrant des ateliers au nom de l'état avec division de profits etc. Le Gouvernement Provisoire a fourni au peuple entier des amusements dramatiques gratuits. L'expédition en Belgique a été désavouée par M. Lamartine.

M. Girardin, dans son journal *La Presse* a fait une sortie contre le gouvernement provisoire, qui a excité quelques récriminations. Il n'y avait pas encore eu de violence contre la *Presse* ou son rédacteur.

Le gouvernement provisoire fait de grands préparatifs militaires. Tous les jours des corps formidables de troupes marchent sur Dijon, qui est la station centrale de l'armée. La *Presse* dit que trois camps formant un corps disponible de 100,000 hommes doit être formé de suite.

Des lettres de St. Pétersbourg en date du 10 mars annoncent que la ville est dans une grande fermentation. Un coup de pistolet a été tiré sur l'Empereur lorsqu'il passait dans la rue. La balle a traversé son chapeau.

AUTRICHE.—Tout était tranquille à Venise. Le gouvernement en se soumettant aux demandes du peuple, l'a satisfait. L'ambassadeur Au-

trichien s'est sauvé de Rome en apprenant l'insurrection de Milan.

PRUSSE.—Le bruit de nouveaux troubles n'était pas fondé. Le Roi a fait de plus larges concessions.

HANOÏ.—Le roi a complété son nouveau cabinet, en mettant à la tête un M. Strove, avocat plus ancien et le plus éprouvé de la Réforme dans ce pays.

NOUVELLES DIVERSES.

—On lit dans le *Naval and Military Gazette* : nous pouvons affirmer de source certaine que le projet de lever une armée de réserve a été abandonné. Si le gouvernement se décide à augmenter l'armée, ce sera sous le nom et la forme de milice, qui sera constituée à peu près comme elle l'était autrefois.

On lit dans le *Morning Chronicle* du 15 mars :

La nouvelle République Française, nous n'en doutons pas, poursuivra sa destinée escortée par des hommes de génie, d'un véritable grandeur et ornés de vertus publiques. Nous voudrions avoir des raisons de compter que, parmi eux, M. de Lamartine maintiendra longtemps sa prééminence ; mais telle n'est jamais la destinée des principaux chefs d'une révolution. Quelle que soit la fortune de M. de Lamartine, il a gagné un titre durable à la reconnaissance de tous les bons citoyens. Sa conduite fut héroïque le 24 février : il arracha sa patrie à l'anarchie communiste ; depuis, ses efforts dans l'intérêt de l'ordre et de la stabilité n'ont pas été moins beaux ; recevant des députations à chaque heure, écrivant des dépêches, conférant avec des ambassadeurs, se portant immédiatement entre le maître et l'ouvrier, reconciliant ses collègues, dictant des proclamations, persuadant la foule, organisant le service public voilà ce qu'il fait tous les jours ; et il prouve que Platon était mauvais juge et mauvais citoyen quand il bannissait les poètes de la République. Mais dans nos éloges n'oublions pas la part qui revient de droit au peuple.

Nous ne connaissons pas d'exemple d'une plus glorieuse modération que celle manifestée par la nation française après un changement si étonnant. Il faut voir des milliers de citoyens à l'occasion d'une grande solennité, circuler dans les rues sans l'intervention de la police, réalisant une *anarchie* morale plus noble que tout le système d'Aristote. Jamais peuple ne mérita mieux le panegyrique que fait Nieburgh du peuple athénien (à qui le peuple de Paris ressemble tant) « Jamais on ne vit autant de tempérance au milieu des tentations, de courage à l'heure du danger, de calme persévérant dans l'exécution d'une glorieuse révolution, que n'en montra le peuple athénien, considéré comme un seul homme. »

—Les carlistes ont dessein de faire une tentative désespérée pour emporter les élections ; ni l'argent, ni les intrigues ne seront épargnés. Ils ont pour cri que la France avec le suffrage universel serait républicaine, que son chef fut ou non héréditaire.

—On pense qu'une forte majorité conservatrice sera élue dans les provinces. Si tel est le cas, Paris ne l'acceptera pas et de nouveaux troubles auront lieu. D'un autre côté on craint que la majorité soit ultra-démocratique et composée de gens sans expérience.

—Le fameux *meeting* chartiste a eu lieu dans Kensington-Common, ainsi que les chefs du parti l'avaient annoncé d'avance. Les chefs de la police avaient déployé un appareil imposant ; plus de 4,000 policemen stationnaient dans les environs du lieu de rassemblement, prêts à se porter sur les points menacés par la populace. M. Reynolds présidait cette assemblée qui se composait d'environ 15,000 personnes. Il l'a engagée au bon ordre afin de ne point donner à la police aucun prétexte d'intervention. Deux résolutions ont été adoptées ; le suffrage universel tel qu'il est décrit dans la charte du peuple ; et les droits du travail. L'assemblée s'est séparée sans tumulte. On assure cependant que deux boutiques ont souffert quelques dommages ; la police a fait des arrestations.

—Judi dernier, l'assemblée trimestrielle des actionnaires de la Banque d'Angleterre s'est tenue dans cet établissement. Le gouverneur, M. James Morris a pris la parole et déclaré que la cour des directeurs était d'avis de proposer un dividende de 4 1/2 pour cent, pour la demi-année finissant le 5 avril prochain. La balance au 29 février dernier était de £3,946,524, tandis qu'en 1847 elle n'était que de £3,925,634, différence £20,890. La proposition a été adoptée à l'unanimité.

—On lit dans le *Times* :—Raison, sentiment, voilà le caractère de l'accueil fait en Angleterre, à l'ancienne famille-royale de France. Tout a été oublié, excepté le malheur ; l'initimité la plus hostile serait désarmée en face d'une telle infortune. Comme tout le monde, nous croyions que le comte de Neuilly avait prudemment amassé et mis en sûreté une fortune suffisante pour le mettre à l'abri, lui et sa famille, des coups inattendus, mais possibles, de l'adversité. Il paraît qu'il n'en est rien, et que, confiant en la stabilité de sa puissance, ou mû par un senti-